

N^o. X X V I.

L'AMI DU PEUPLE,

ou

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Mardi 6 Octobre 1789.

*Trame odieuse contre la Nation. --- Moyens de
faire face aux besoins de l'Etat. --- Dénon-
ciation de plusieurs Membres indignes de di-
vers Comités de l'Hôtel de Ville.*

Hôtel de Ville de Paris.

P our se laver d'une imputation malheureuse-
ment trop fondée, l'Assemblée des Représentants
de la Commune s'est oubliée jusqu'à faire afficher
contre moi un Placard injurieux. Je serois indi-
gne de la confiance dont le Peuple honore son
incorruptible défenseur, si ma loyauté pouvoit

Cc

être suspectée un instant. Je puis errer , sans doute ; mais mon cœur est pur comme la lumière des cieux , j'abhorre la licence , & en écrasant les vices , jamais je n'outragerai la vertu.

En rapportant dans mon N^o. 24 le trait qui a motivé ce Placard , le nom de l'offensé m'étoit échappé ; c'est celui du Commandant de la Milice Nationale de la banlieue de Paris , mandé à l'Hôtel-de-Ville. Je le cherchai vainement dans plusieurs papiers publics. L'heure de faire passer ma Feuille sous la presse étant arrivée , je recommandai au Correcteur de laisser ce nom en blanc , & c'est cette omission qui a ranimé l'audace de Messieurs du Bureau des Représentants de la Commune : aveuglés par leur passion , ils se flattoient que cet oubli me mettant dans l'impossibilité de prouver l'imputation , je resterois chargé aux yeux du Public , & ils m'ont accusé de licence & de calomnie , en se donnant à eux-mêmes un certificat de bonne conduite. Eh ! qui sont ces Citoyens aujourd'hui si délicats ? Les mêmes hommes que j'ai accusé d'un faux , deux jours auparavant (1) , & qui ont gardé le silence , les faits s'étant passés en plaine Assemblée ; les hommes d'honneur qui ont blanchi Beaumarchais , des hommes que je traîne depuis dix jours chaque matin dans les boues de Paris , & qui n'ont pas osé dire le mot Quelque décisive que paroisse cette réponse , elle n'est pas faite pour moi. « Comte d'Épernay , qui vous êtes recrié si amèrement contre l'infidélité de M. de Joly , je vous somme au nom de l'honneur François , de la liberté , de l'amour de la Patrie , de rendre ici

(1) Voyez ma note du N^o. 22.

un témoignage public : parlez , *l'Ami du Peuple* a-t-il articulé une seule syllabe qui ne soit conforme à l'exacte vérité ? Je vous interpelle pareillement vous , Commissaires du Bureau des passe-ports , qui vous efforciez de calmer le Comte d'Epernay , en justifiant le Secrétaire ; enfin , je vous interpelle tous , honnêtes Citoyens , qui étiez présents à cette scène ».

M. de Joly osera-t-il encore ouvrir la bouche ? Qu'il me cite devant un Tribunal équitable , & qu'il se constitue prisonnier avec moi.

Mon dessein étoit de me rendre aujourd'hui à la Ville , pour demander l'expulsion du Bureau & de la majorité corrompue des Représentants de la Commune ; l'indignation publique , allumée par ma feuille , m'a prévenu. J'ai vingt dénunciations nouvelles à faire contre des Avocats & des Procureurs qui se trouvoient dans divers Comités de la Ville ; crainte qu'ils n'aient l'imprudence de se présenter & de cabaler pour une nouvelle élection , ils figureront dans ma feuille de demain , où je tracerai quelques réglemens indispensables pour l'organisation des Districts.

Si je fais justice des Administrateurs ineptes , infidèles ou dangereux , j'ai bien plus de plaisir à rendre justice aux Administrateurs habiles & intacts. O mes Concitoyens ! ils doivent être l'objet de votre premier choix dans la recomposition de l'Hôtel-de-Ville. Souvenez-vous des Delagrey , des Perilhe ; priez-les d'éclairer notre choix ; ils vous feront connoître parmi leurs anciens Collegues , des hommes dignes comme eux de vous représenter.

Ici je somme le Comité du District de S. André-des-Arcs , qui a donné des ordres d'arrêter ma feuille , de les retirer , & de faire rendre les Numéros interceptés ; que ces Membres corrompus qui

Pont subjugué, tremblent que je ne leur imprime
le cachet de l'opprobre.

*Suite des réflexions sur les dettes du Gouverne-
ment, devenues Nationales, sur le plan du pre-
mier Ministre des Finances, & le moyen de
faire face aux besoins de l'Etat.*

Quoi ! c'est pour assurer la créance des Ren-
tiers, soudoyer les Pensionnaires du Prince, des
Ambassadeurs inutiles, des Gouverneurs & des
Commandants dangereux, des Femmes galan-
tes (1), des Chevaliers d'industrie, des Acadé-
miciens ignares & fainéants, des Sophistes sou-
doyés, des Saltimbanques aériens, des Histrions,
des Baladins, des Ex-Ministres ineptes, des
Exempts de Police, des Espions ; & cette bril-
lante tourbe des créatures du Prince, qui for-
ment la chaîne des instruments de la tyrannie,
que de pauvres Artisans, de pauvres Ouvriers,
de pauvres Manœuvres, qui ne gagneront jamais
rien, ni aux marchés ministériels, ni aux révo-
lutions, acheveront de donner leurs tristes dé-
pouilles. Quoi ! c'est pour payer les friponne-
ries des Agioteurs, le brigandage des Traitants,
& conserver la fortune de leurs propres enne-
mis, de leurs déprédateurs, de leurs tyrans,
que vingt millions d'hommes se réduisent à la
mendicité. Ah ! reprends tes haillons, homme in-
fortuné ; apaise ta faim ; & s'il te reste encore
un morceau de pain à partager, regarde tes
frères prêts à périr de misère !

(1) Les pensions des maîtresses de Louis XV mon-
tent à plus de cent mille écus : que de malheureux cul-
tivateurs réduits à l'indigence pour payer les honteux
plaisirs du Monarque !

Moyens de faire face aux besoins de l'Etat.

Il en est deux également infaillibles.

L'un consiste à trancher dans le vif, à réduire considérablement toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables, & à supprimer toutes les dépenses qui sont inutiles : objets qui s'élèvent à plus de 100 millions par an. Ainsi, je demande aux Etats - Généraux, au nom de la Nation, dont je suis l'Avocat, l'immédiate réduction à la moitié de toutes les pensions méritées au-dessus de 2000 livres ; leur réduction au quart de toutes celles au-dessus de 6000 livres ; leur réduction au huitième de toutes celles au-dessus de 16000 livres, &c. telles que pensions des Officiers-Généraux de l'armée, des Médecins, Chirurgiens, Chapelains & Officiers-Royaux. Je leur demande aussi la suppression totale des pensions usurpées ou inutiles (1) : celles de Cordon-bleu, de grand Officier de la Couronne, d'Académicien, dont les fonctions ont peu ou point d'utilité. Je leur demande l'abolition des places onéreuses & inutiles d'Ambassadeur (2), l'abolition des charges onéreuses & dangereuses de Colonel de l'infanterie Française, de Gouverneur de Provinces & de Maisons Royales, de Commandant des Villes, de Lieutenant de Roi,

(1) Quoi ! on n'accorde que des pensions de 3 à 400 livres, de cent pistoles tout au plus, à de braves Officiers qui ont perdu un bras ou une jambe au service de l'Etat, & on donne des 8000 livres de pension à des baladins, à des histrions, à des censeurs de journaux ; des 22000 livres à des historiographes, sophistes foudroyés ; des 80000 livres à des ex - Ministres déprédateurs & concussionnaires ! Et on presse jusqu'au sang le pauvre Peuple qui périt de misère & de faim.

(2) L'Etat n'a besoin que d'envoyés extraordinaires, lorsqu'il s'agit de traiter dans les grandes occasions ; & de simples chargés d'affaires, pour tout le reste.

d'Intendant, de Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, &c. Je leur demande l'immédiate réduction au quart de la dépense de toutes les maisons de la Famille Royale, la suppression de l'État payé par le Monarque (1) au premier Prince du Sang; l'abolition totale des maisons Militaires des frères du Roi, dont le faste scandaleux insulte à la majesté du Trône & à la misère publique, & dont le traitement doit être borné aux revenus des appanages. Enfin, je leur demande la réduction de la maison du Roi & de la Reine, la nullité de tous les marchés des domaines de la Couronne, ou acquisitions faites au détriment de l'Etat, sous l'administration désastreuse de l'infâme Calonne.

Passons à l'autre moyen de ramener la confiance, de rouvrir les sources taries des revenus publics, & de faire face aux besoins de l'Etat. Il consiste à montrer à la Nation une résolution inébranlable de faire son bonheur, d'épouser loyalement sa cause, en disposant les Etats-Généraux de consacrer, sans délai, les droits du Peuple & des Citoyens, à faire promptement justice des ennemis de l'Etat, & à disposer les Aristocrates à paroître eux-mêmes jaloux de la défense de la liberté; mais le Ministre favori a indignement trompé le Peuple; il a fait amende honorable au Prince des légères concessions ac-

(1) Voyez le *Rapport fait au Roi dans son Conseil, par le Premier Ministre des Finances*. Je le commenterai sous peu de jours, & j'en ferai ressortir les affreuses maximes de servitude qui y sont voilées avec art. Cette défection de M. Necker fait trop sentir les motifs de son empressement à rendre au Monarque le pouvoir exécutif, & la prudence du refus qu'il a éprouvé. Juste ciel! que de flots de sang ce bon pere feroit couler pour exercer ses concussions!

cordées aux Sujets, il a subjugué la majorité de l'Assemblée Nationale, & remis dans les mains du Roi les chaînes du despotisme.

Voilà quelles auroient dû être les opérations de ce Ministre si forttement adoré, s'il avoit eu des vues droites, s'il avoit été animé de l'amour du bien public; rien ne s'opposoit à ses desseins; tous les obstacles étoient levés, la faction aristocratique étoit dans la consternation; le cabinet & le Monarque s'étoient rendus; il n'avoit qu'à vouloir: mais pour vouloir, il falloit avoir l'ame d'un vrai Philosophe, & non le cœur d'un intrigant ambitieux. Qu'on juge de sa soif de gouverner, par l'oubli de sa réputation, par l'indigne abandon qu'il a fait des intérêts du Peuple. Rongé de regrets de s'être déclaré pour lui, dès l'instant où la faction aristocratique l'a fait désespérer, il a cessé de paroître son défenseur, au moment même où l'enthousiasme du Public venoit de le réhabiliter; & il l'a abandonné lâchement pour solliciter la grace des traîtres à la Patrie. Tremblant d'être réduit une troisième fois à quitter sa place, il s'est rapproché peu-à-peu de nos ennemis, il est entré dans leurs vues. Sûrs de leur conquête, ils l'ont élevé à un poste plus éminent, qu'il brûloit d'obtenir; dès-lors devenu l'ame de leurs conseils, il a travaillé les Etats-Généraux, il a captivé le Comité des Finances, s'est assuré de la majeure partie de la faction criminelle, qui a porté l'oubli de ses devoirs jusqu'à repousser tout examen, pour voter par acclamation des projets désastreux. Que dis-je, pour prix de l'aveugle confiance d'un Peuple dévoué, dont les vives réclamations l'avoient rappelé de l'exil, il a porté la barbarie jusqu'à vouloir le faire périr de misère. Son bras s'étendoit au loin! Vendus à ses vo-

lontés, les Membres corrompus de l'Assemblée des Représentants de la Commune, lui ont décerné par acclamation une statue. Ridicules dispensateurs de la gloire, présumoient-ils se donner pour l'organe du vœu public ? Leur idole est prête à disparaître. Je la frapperai du flambeau de la vérité, & elle sera mise en poudre. Homme petit & vain, vos lauriers sont flétris, ils ne reverdiront plus : vous ignoriez donc combien c'est un projet insensé pour un mortel, appelé au timon des affaires, de vouloir allier la gloire avec la faveur. On brave quelquefois impunément la puissance des Rois, jamais la crédulité des Peuples. Votre regne est fini. Semblable au sourd mugissement des eaux qui suit la tempête, le bruit de votre nom pourra retentir encore quelque temps; mais il ne portera plus de douces émotions dans les ames. C'est en vain que le sage chercheroit en vous l'homme d'Etat, il n'y trouvera qu'un Chevalier d'industrie, & sans être profete, il peut vous prédire la fin de Law.

Les circonstances nous ont forcés de remettre la séance du Lundi au Mardi.

Pag. 221, lig. 16, après feuille, *ajoutez*, & la vue de la conspiration prête à éclater.

Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue
de la Huchette.